BALI-BALO AU CINEMA...

Avant l'étude des sujets à l'ordre du jour du CTL, la Cgt a demandé à ce que le point d'actualité sur BALI (renfort des Centres De Contact nationaux) fasse l'objet d'une discussion immédiate. La directrice ne le souhaitait pas et condescendait à en parler à la fin du CTL... Après un échange houleux, les OS ont remis les pétitions signées par les SIP de Céret, Prades et Perpignan et ont imposé qu'on en parle de suite.

La directrice a osé parler de nécessaire solidarité des agents du 66 envers les CDC : la Cgt lui a interdit d'employer ce terme, car la solidarité ce n'est certainement pas d'accepter d'être pressuré !

- un agent des PO n'a pas pour mission le renfort d'un service à compétence nationale créé avec nos emplois pour aider les SIP. Ce n'est pas l'avis de Mme Guillouet.
- dans un contexte de manque d'effectifs, l'ouverture délibérée de la direction d'absolument tous les canaux pour le public relève de l'incompétence, ou tout du moins d'une déconnexion totale avec la réalité des services. Exiger de continuer à faire Bali avec le dispositif call back qui s'est rajouté au téléphone, à l'APRDV, aux permanences en mairie, dans les EFS, à e-contact, à Balfus, ne tient pas la route de la raison une seule seconde en pleine campagne IR...
- les agents des CDC touchent des primes pour exercer cette mission, il n'y a rien de prévu pour les agents des SIP...
- la parole de la direction ne vaut rien, car nous avons rappelé que l'an dernier le discours de la direction était de dire que c'était un renfort exceptionnel de 4 semaines car les CDC avaient été sous calibrés. On ne peut pas accepter quand on est dans la fonction publique d'état que les directeurs mentent ainsi aux agents. C'est inconcevable. Cette année, il est demandé le double, soit 8 semaines de renfort ! Il faut respecter ce qui est dit aux agents, c'est vraiment la base pour tout manager digne de ce nom. En plus, vu que les CDC connaissent également des suppressions d'emplois (par ex, suppression d'un des 2 plateaux du CDC de Montpellier), va-t-il falloir ensuite les renforcer toute l'année ? C'est quoi la logique, on est pas chez les shadoks !

Avant même la création d'un SIP départemental destiné ensuite à devenir un SIP travaillant à distance pour l'ensemble du territoire, la DG commence à nous habituer -comme si de rien n'était- à travailler effectivement pour l'ensemble du territoire. "*Nous n'avons pas de projets cachés*" nous répond pourtant la directrice et le SIP départemental n'est pas programmé. Bon, alors si nous n'avons pas vocation à travailler pour l'ensemble du territoire, pour que ce soit bien clair et que Mme Guillouet retrouve un tout petit peu de crédibilité, un geste pas très compliqué: arrêtez Bali !

En plus de ces quelques rappels, la Cgt a également donné un exemple concret qui démontre sans ambiguïté possible la perte de temps engendrée par Bali: par exemple un agent de SIP est de permanence Bali. Il faut bien le dire, le nombre d'appel via Bali n'est -certains jours- pas énorme: Mais il est impossible entre deux appels espacés de commencer une autre tâche, car dès que le téléphone va sonner, on risque de perdre tout ce qu'on a fait. C'est le genre de fait que la directrice semble ignorer. Pourtant, surtout dans l'optique d'une direction soucieuse d'une bonne organisation ou d'une rationalisation du travail (comme ils disent), si on ne peut rien faire entre deux appels, il faut mieux répondre à nos usagers au téléphone, faire call back et arrêter avec Bali. Un peu d'efficience dans nos organisations que diable, madame la directrice !

La directrice nous a finalement dit qu'avant de trancher la question, elle souhaitait rencontrer les agents des SIP pour échanger avec eux. Très bien. Mais la connaissant, la Cgt lui a donc fait préciser s'il était donc envisageable ensuite d'arrêter Bali. "*Non*" nous a-t-elle répondu. Ca sert à quoi alors d'aller voir les agents ? La directrice, qui a dû se porter volontaire pour se faire mousser auprès de la DG (sinon son attitude est incompréhensible), veut essayer de voir s'il n'y a pas d'autres marges de manoeuvres (e contact ?).

Ca y est, les agents des SIP Réart et Agly s'y sont mis très majoritairement. Nous invitons maintenant tous les agents signataires à être solidaires et à refuser Bali si l'équipe de direction vient les rencontrer, à l'image des agents de Céret qui ont courageusement réaffirmé au numéro 2

-dépêché sur place- que l'affaire était réglée et que collectivement ils refuseraient -quoi qu'il arrive- de reprendre cette mission qui ne leur incombe pas.

NOUS SOMMES CONSTERNES PAR CETTE ATTITUDE ULTRA RIGIDE DE MME GUILLOUET ET SA CAPACITE INNÉE A EXACERBER LES TENSIONS.

Nous demanderons également aux chefs de service des SIP de se positionner si Mme Guillouet devait ensuite vouloir absolument aller jusqu'au bout. La Cgt a précisé que le blocage du site de Perpignan en pleine campagne IR n'avait pas eu lieu depuis plusieurs années.

Centre de contact des professionnels :

Si la directrice ne se calme pas avec Bali, nous inviterons les agents des SIE du 66 à signer la pétition pour venir appuyer la demande bien légitime des agents des SIP: En effet, sinon demain la direction pourra solliciter les collègues du SIE pour renforcer le Centre de Contact des professionnels qui sera installé au 24 av de la Côte Vermeille ? Il ne faut surtout pas banaliser ce type de renfort !

oo

FUSION DES SPF DE PERPIGNAN AU 23 JUIN !

La CGT, fidèle à son travail de compte rendu systématique de toutes les réunions, fera parvenir plus spécifiquement aux agents des SPF un compte rendu plus technique.

Danger ! Tous les agents du département sont concernés !

Avec le nombre extrêmement important de brigadiers de la BNI venus sur une longue période renforcer uniquement le SPFE pour la fusion, force est de constater que si du retard a bien été rattrapé globalement en terme de publication des actes notariés, nous en sommes encore à environ 13 mois. Mais la Cgt a informé la directrice que la situation d'un SPF ne se résumait certainement pas au seul retard de publication, mais bien au nombre d'actes en stock; aujourd'hui, ni le SPFE ni le SPF2 ne sont en capacité d'absorber le flux avec une augmentation d'environ 25% d'activité (comparaison avec la période avant COVID) qui semble perdurer avec la croissance du marché immobilier. C'est donc dans une situation assez critique que va se faire la fusion prévue initialement en 2019 (on passe sur tout l'historique, et pourtant il y aurait de quoi dire).

Vraiment inquiète de ne pas voir rechuter de manière vertigineuse le délai de publication avec tous les impacts que tout le monde connaît maintenant sur de nombreux services, la Cgt a donc eu pendant ce CTL un leitmotiv', exiger des renforts une fois la fusion réalisée. Et là, nous sommes loin d'avoir été rassurés ! La directrice a bien demandé le renfort de brigadiers auprès de la DG mais elle attend toujours la réponse. On est début mai et on ne sait pas si des brigadiers seront présents après fusion... Combien ? Sur quelle période ? La directrice n'a donc aucune réponse. La Cgt a alors demandé pour les 3 EDR actuellement prévus: ils seront maintenus. Pour combien de temps ? On verra bien... C'est assez grave que cette obsession de la fusion ait prévalu sur tout le reste. Aujourd'hui, la fusion va se réaliser. Mais bien peu de choses sont sur la table pour offrir des garanties à l'ensemble des agents du département, qu'ils soient de SPF, de SIP, du cadastre, que le retard ne va pas à nouveau exploser et impacter à nouveau lourdement la chaîne et dégrader encore et toujours les conditions de travail...

La version officielle de la direction est de vendre la fusion comme le moyen d'harmoniser les méthodes de travail et une mutualisation des savoirs et savoir faire. Il n'y a aucune autre justification de la raison de la fusion dans le document de la direction. Ça paraît un peu léger pour absorber le retard qui risque de redécoller une fois les brigadiers partis ? La seule explication à ces fusions de SPF est pour nous la création des futurs SAPF qui seront des services travaillant à distance pour l'ensemble du territoire.

Ah si, pardon, on oubliait, le SPF fusionné se verra attribué la création d'un A+ dont personne au sein de la direction n'a été capable pendant ce CTL de nous dire les fonctions. Celles ci dépendront de son parcours... ???

Nous commençons vraiment à en avoir ras le bol ! Des managers partout, des agents nulle part !

oo

LES RELANCES DES SUCCESSIONS TRANSFÉRÉES DE L'ENREGISTREMENT AU PCR P ?

La CGT a également interpellé la directrice en liminaire avant le début du CTL car c'est par les agents du PCR P qu'on a appris que le travail de relance des successions était passé du service de l'Enregistrement au PCR P. Il semblerait que les PO soit département expérimentateur. *"Madame Guillouet, même pas un CTL, même pas une annonce, vous continuez à exceller dans le travail de non communication absolue. Vous êtes vous par ailleurs soucieuse du manque d'effectifs du PCR P où les agents ont déjà bien du mal à assurer leurs missions de contrôle. Car contrairement aux discours officiels, le contrôle fiscal est suffisamment en déclin pour ne pas lui rajouter du travail de gestion. A Montauban, pour info, un poste de cadre C "gestion" a été créé au PCR P pour assurer cette mission. Et puisque la direction 66 nous compare souvent au Gard, sachez que le PCR P du Gard compte 20 emplois et qu'il n'y en a que 10 chez nous ? Madame GUILLOUET, vous comptiez nous en parler à quel moment de ce transfert de mission ?* Aucune réponse de la directrice, sauf pour dire que le Gard comptait plus de contribuables que les PO... Vu que Mme Guillouet exige en plus du PCR P qu'ils participent au renfort Bali, il serait peut-être bien que les agents du PCR P signent également la pétition refusent le renfort des CDC ?

oo
oo

RECOURS A DES CDD POUR SUPPRIMER ENCORE ET TOUJOURS DU FONCTIONNAIRE ? Pour la CGT c'est NON !

"Madame Guillouet, c'est encore par des agents qu'on apprend (le lendemain du dernier CTL !) que vous auriez apporté la garantie à l'actuelle cheffe du SGC de Céret que si le mouvement local ne comblait pas tous les emplois vacants, vous auriez alors recours à des CDD. Des CDD qui, comme dans certaines administrations sont bien affectés sur des postes de fonctionnaires et donc bloquent les postes pour des mutations ? A quel moment vous faites preuve de transparence ? Madame GUILLOUET, vous comptiez nous en parler à quel moment de ce recours aux CDD ?

La directrice a répondu qu'elle comptait nous en parler aujourd'hui même en questions diverses. Ben voyons. La CGT s'est emportée car un sujet aussi important que celui-ci ne peut être traité comme une question secondaire ! A l'issue des mouvements, malgré les 15 arrivées en C et les 8 en B, il reste encore deux postes vacants en C et 6 en B (sans parler de la compensation des temps partiels...). C'est bien la DG qui organise depuis des années la pénurie sur des emplois pourtant budgétisés... Et ensuite, via ses directeurs elle veut faire croire, larme à l'œil, que c'est par compassion pour les services sinistrés qu'elle veut remplacer des fonctionnaires par des CDD. La ficelle est grosse, mais la DG compte bien supprimer du fonctionnaire encore et encore tout en se donnant le rôle de sauveur. Ne tombez pas dans le panneau les collègues ! On voit bien qu'une fois le processus enclenché, le statut de la Fonction Publique peut disparaître très rapidement. Plus il y aura de CDD, plus on pourra supprimer des fonctionnaires. Et moins il y aura de fonctionnaires, plus la nécessité de les garder sous statut disparaîtra. Pour l'instant, il y a encore des demandes prioritaires en attente, et donc à ce jour la direction ne peut recruter. Quand on sait les tensions qui ont lieu à la Poste (pour ne citer qu'elle) entre des personnels qui n'ont pas le même statut, pas le même salaire...quand on connaît le blocage des mutations car les personnes en CDD peuvent être affectées sur un poste jusqu'à 6 ans (3 ans renouvelables une fois), honnêtement quand on est fonctionnaire d'état, il faut mieux réfléchir à 2 fois avant de réclamer des CDD. Nous à la CGT, nous sommes fiers d'être fonctionnaires d'Etat, ce n'est vraiment pas une honte dans un contexte de campagne politique ou nous avons été clairement désignés comme beaucoup trop nombreux (donc nuls) par la droite et la REM ! Et c'est pour cela qu'il y a un malaise de plus en plus gros puisque tout est fait pour assécher nos moyens humains et faire disparaître chez nous le sens du Service Public. Mais ils n'y arriveront pas ! Avec cette annonce, la ligne rouge est pour nous franchie. *"S'il devait y avoir un poste de CDD, ce serait le votre Mme GUILLOUET, puisque vous avez perdu toute neutralité politique et toute bienveillance à l'égard de vos agents" !* Puis la Cgt est partie !

oo

Colonne de droite publique: [En direct des sections](#)

Public: [CR CTL](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank